

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1527

26 juillet 2010

SOMMAIRE

Angel Lux Midco S.à r.l.	73266	Flooring Industries Limited	73254
Angel Lux Parent S.à r.l.	73266	Flooring Industries Limited	73255
Assenagon Asset Management S.A.	73267	FRE03 S.A.	73250
Assenagon Asset Management S.A.	73266	GE Holdings Luxembourg & Co S.à r.l. ...	73276
Assenagon S.A.	73267	Immobilière One S.A.	73264
Augentius Fund Administration (Luxem- bourg) S.A.	73276	Immobilière One S.A.	73264
AXA Nederland (Luxembourg)	73276	J.P. Morgan Capital Real Estate S.à r.l. ...	73250
BHR Luxembourg S.à r.l.	73288	J.P. Morgan Real Estate Holdings S.à r.l.	73251
Biscayne Management Services S.A.	73288	JTC (Luxembourg) S.A.	73289
Blackstone Lux S.à r.l.	73288	KLC Holdings S.A.	73252
BRE/Belvedere S.à r.l.	73289	Korinvest S.A.	73252
BRE/Munich S.à r.l.	73289	Korinvest S.A.	73251
Carbon Trade & Finance SICAR S.A.	73253	Kursana Residenzen S.A.	73264
CMH Vertriebs Service II	73250	LaSalle Torius S.à.r.l.	73265
Coralis S.A.	73250	Lavador S.à.r.l.	73265
CPI GH Portfolio S.à r.l.	73266	MCG Investments S.à r.l.	73255
CPI Gulbinai S.à r.l.	73264	Min Invest S.A., SPF	73251
Diamond Equity S.A.	73254	N Alpha S.à r.l.	73265
DnB NOR Reinsurance S.A.	73265	Olibrami S.A.	73251
Dresdner Portfolio Management	73254	Regge	73253
Effetre Investment & Trading Company S.A.	73254	Sitcom Holding S.A.	73267
Egenet S.à r.l.	73253	Sogefo S.A. Holding	73253
		ZAM Ventures Luxembourg S.à r.l.	73288

CMH Vertriebs Service II, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 97.550.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Rambrouch, le 10 juin 2010.

Référence de publication: 2010067679/10.

(100082446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Coralis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Z.I. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 85.722.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 10 juin 2010.

Référence de publication: 2010067685/10.

(100082448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

J.P. Morgan Capital Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 194.900,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 125.777.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2010.

Certifié conforme
Pour le conseil de gérance
Marie SCHNEIDER
Acting Secretary

Référence de publication: 2010067773/15.

(100082441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

FRE03 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 133.302.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le lundi 7 juin 2010

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 7 juin 2010 que:

1) Le Conseil d'Administration a décidé d'élire Monsieur Lionel GUIBERT, né le 17 février 1946 à F-92400 Courbevoie, demeurant 80, rue Blanche, F-75009 Paris à la fonction d'administrateur-délégué.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de l'an 2016.

2) Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Monsieur Lionel Guibert à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2010068666/19.

(100082808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

J.P. Morgan Real Estate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 125.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2010.

Certifié conforme

Pour le conseil de gérance

Marie SCHNEIDER

Acting Secretary

Référence de publication: 2010067775/15.

(100082442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Korinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 103.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067785/9.

(100082438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Min Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 50.412.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 11 juin 2010.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2010067807/11.

(100082422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Olibrami S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3737 Rumelange, 29, rue Henri Luck.

R.C.S. Luxembourg B 152.688.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 31 mai 2010

Par vote spécial et à l'unanimité, l'Assemblée constate et accepte la démission, à dater du 31 mai 2010, de Monsieur MIDY Christophe, gérant de sociétés, né le 22 mars 1974 à Thionville (France), demeurant à F-57300 Mondelange, 33, Rue des Hirondelles de sa fonction de Président du Conseil d'Administration.

L'Assemblée décide de nommer à la fonction de Président du Conseil d'Administration, à dater du 31 mai 2010, Monsieur BRANDT Pascal, directeur de sociétés, né le 24 février 1962 à Villerupt (France), demeurant à F-54190 Villerupt, 30, Rue Erchmann - Chatrian.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

OLIBRAMI S.A.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2010070027/19.

(100082343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Korinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 103.491.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Bertrange le 14 mai 2010 à 15 heures

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de Messieurs Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, et Robert LOHR, demeurant 5 les Coteaux, F-67980 Hangenbieten et de la société CRITERIA Sàrl établie au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL Luxembourg Sàrl, avec siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Il résulte dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Messieurs Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange et Robert LOHR, demeurant 5 les Coteaux, F-67980 Hangenbieten. .

Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du Conseil d'Administration en date du 14 mai 2010

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Gabriel JEAN demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommé en tant que président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité d'administrateur-délégué et de président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Messieurs Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L8070 Bertrange, et Robert LOHR, demeurant 5 les Coteaux, F-67980 Hangenbieten.

En qualité d'administrateur-délégué, Messieurs Gabriel JEAN et Robert LOHR auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 14 mai 2010.

Pour KORINVEST S.A.

Référence de publication: 2010067786/32.

(100082454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

KLC Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 109.723.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration du 15 mars 2010

Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, employé privé, né le 10 novembre 1962 à Differdange, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'Administration pour toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Certifié sincère et conforme

Suit la traduction en anglais de ce qui précède:

Extract of the resolution taken at the Meeting of the Board of Directors held on March 15th, 2010

Mr. Jean-Robert BARTOLINI, private employee, born on November 10th, 1962 in Differdange, G.-D. of Luxembourg, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, be appointed as Chairman of the Board of Directors for the whole period of his mandate as Director, until the Annual General Meeting of 2016.

For true copy

KLC HOLDINGS S.A.

Signatures

Director of category A / Director of category B

Référence de publication: 2010069977/22.

(100082376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Regge, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 36-38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.877.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2010067848/14.

(100082437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Sogefo S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wintrange, 78, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 108.554.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067868/9.

(100082440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Carbon Trade & Finance SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 121.118.

Die Gesellschaft wurde am 30. Oktober 2006 gegründet gemäß Urkunde von Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sanem, Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nr. 2340 vom 15. Dezember 2006.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2009, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 14. Juni 2010.

Carbon Trade & Finance SICAR S.A.

Max Kremer

Référence de publication: 2010068586/17.

(100083651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Egenet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1A, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 43.284.

Le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2010.

Pour la gérance

Par mandat

Me Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2010068635/14.

(100082812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Diamond Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 135.236.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 4.05.2010 um 9.00 Uhr, abgehalten am gesellschaftssitz

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgenden Beschluss gefasst:
Herr Fabrice BECQUER wurde aus seinem Amt als geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied abberufen.
Luxembourg, den 4.05.2010. Unterschrift.
Référence de publication: 2010068610/12.
(100082801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Dresdner Portfolio Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 41.022.

Auszug aus der Niederschrift über die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber des Dresdner Portfolio Management vom 8. Juni 2010

In der Jahreshauptversammlung vom 8. Juni 2010 haben die Anteilhaber einstimmig u.a. folgende Beschlüsse gefasst:
- Wiederwahl der Herren Jean-Christoph Arntz, Joseph Kusters und Thomas Langer als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft am 14. Juni 2011.
- Wiederwahl von KPMG Audit S.à.r.l. Luxembourg, als Abschlussprüfer bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft am 14. Juni 2011.

Senningerberg, 8. Juni 2010.
Für die Richtigkeit des Auszuges
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.
Oliver Eis / Ulrike Wilhelm

Référence de publication: 2010068614/18.
(100082790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Flooring Industries Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 132.722.

Les comptes annuels au 4 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2010068651/11.
(100083652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Effetre Investment & Trading Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 57.941.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 11 juin 2010

Résolution:

Le mandat de tous les administrateurs ainsi que du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2010 comme suit:

Conseil d'administration:

MM Alessandro Fagioli, industriel, demeurant Via Ferraris 13, I-42049 S. Ilario d'Enza (Italie), administrateur et président;

Anselmo Speroni, administrateur de société, demeurant Via Giotto 18, I-42024 Castelnovo di Sotto (Italie), administrateur;

Giovanni Spasiano, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, administrateur;

Christophe Velle, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, administrateur;

Mme Elisiana Pedone, employée privée, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

Commissaire aux comptes

ComCo S.A., 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Effetre Investment & Trading Company S.A.

Société Anonyme

Signatures

Un administrateur / Un administrateur

Référence de publication: 2010068634/29.

(100083626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Flooring Industries Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 10B, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 132.722.

Les comptes annuels au 29 février 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010068652/11.

(100083663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

MCG Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 115.502.

In the year two thousand ten, on March twenty-first

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

SU European Properties S.à r.l., a Luxembourg limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register with number B.118.958 (the "Sole Shareholder") holds all of the issued shares of the Company and here represented by Mr. Raymond Thill by virtue of a proxy given on May 20th, 2010, which shall be registered with the presented deed.

1. The "Company" is MCG Investments S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, incorporated by a notarial deed drawn up on 24 March 2006, having its registered office at 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B. 115.502 and whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial") under number 1200, page 57577 dated 20 June 2006 and whose Articles have been amended for the last time by a deed enacted by the notary Martine Schaeffer on 31 August 2009 and published in the Memorial under number 1926, page 92442, dated 2 October 2009.

2. Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

3. The proxy form appointing the proxyholder representing the Sole Shareholder, signed ne varietur by the Sole Shareholder, shall remain annexed to the present deed and be registered with it.

4. The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2:

Resolutions

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the 12,849 (twelve thousand eight hundred and forty-nine) class A shares having a nominal value of EUR 1.-(one Euro) each and the 1 (one) class B share having a nominal value of EUR 1.-(one

Euro) held by the Sole Shareholder in the Company into 12,850 (twelve thousand eight hundred and fifty) ordinary shares having a nominal value of EUR 1.-(one Euro) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend and restate the Articles, without restatement of the corporate object of the Company, which shall now read as follows:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "MCG Investments S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager (as defined below), or in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined below) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Art. 3. Object.

3.1. The Company's object is to make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.2. The Company may also, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.3. The Company may further, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4. The Company may render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5. The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

3.6. The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand eight hundred and fifty Euro (EUR 12,850.-) represented by twelve thousand eight hundred and fifty (12,850) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the “Shares” and each a “Share”). The holders of the Shares are together referred to as the “Shareholders” and each a “Shareholder”.

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares in accordance with the applicable legal provisions.

6. Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company’s Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company’s Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management

8. Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the Shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the “Sole Manager”. In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”) (hereafter the “Board of Managers”)

8.2 The managers need not to be Shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the Shareholder(s).

9. Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

10. Art. 10. Liability of the managers. No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

11. Art. 11. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the sole signature of any manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any one manager.

12. Art. 12. Delegation and Agent of the sole manager or of the board of managers.

12.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

12.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any manager will determine any such agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

13. Art. 13. Meeting of the board of managers.

13.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers may appoint a chairman.

13.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

13.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

13.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

13.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

13.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

13.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting.

13.8 Extracts shall be certified by any manager or by any person nominated by any manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. General meeting of shareholders

14. Art. 14. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.

14.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

14.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

14.3 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

14.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

14.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

14.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to any other provisions of the Law.

14.8 Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Business year

15. Art. 15. Business year.

15.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

15.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

15.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

16. Art. 16. Distribution right of shares.

16.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the Law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

16.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

16.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

17. Art. 17. Dissolution and Liquidation.

17.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that in case of a sole Shareholder, such sole Shareholder may decide to dissolve the

Company and to proceed to its liquidation assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

17.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

18. Art. 18. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation of the following managers as managers of the Company with immediate effect:

- Shaftesbury Corporate Management Services (Luxembourg) S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register with number B.133.375; and

- Miles d'Arcy-Irvine, residing at 6 chemin en Oussin, CH-1169 Yens, Switzerland.

Full discharge is granted to the resigning managers for the execution of their mandates.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to confirm the appointment of the following managers as managers of the Company for an undetermined duration:

- Roderick David Gray Sloan, residing at The Round House, Vernon Hill, Bishops Waltham, Hampshire, SO32 1FH, United Kingdom;

- Godfrey Abel, residing at 30 rue de Crécý, L-1364 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Yves Wagner, residing at The Directors' Office, 19 rue de Bitbourg, L1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

5. Costs and Notarial deed.

5.1 The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

5.2 The Notary, who understands and speaks English, states that the present deed is written in English, followed by a French version, and that at the request of the Sole Shareholder, in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

5.3 This notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

6. This document having been read to the Sole Shareholder (or, as appropriate, his proxyholder), who is known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, the Sole Shareholder (or, as appropriate, his proxyholder) and the Notary, have together signed this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille dix, le vingt et un mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

1. SU European Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée à Luxembourg, dont le siège social est à 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B.118.958 (l' "Associé Unique") détient la totalité des parts sociales émises par la Société, ici représentée par M. Raymond Thill en vertu d'une procuration sous seing privé daté du 20 mai 2010 qui restera annexée au présent acte.

1. La "Société" est MCG Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée par un acte notarié daté du 24 mars 2006, ayant son siège social à 23, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 115.502 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le "Mémorial") numéro 1200, page 57577 daté du 20 juin 2006 et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire Martine Schaeffer daté du 31 août 2009 et publié au Mémorial numéro 1926, page 92442, daté du 2 octobre 2009.

2. L' Article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée ("Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès verbal ou rédigées par écrit.

3. Le formulaire de procuration désignant le mandataire représentant l'Associé Unique, signé ne varietur par l'Associé Unique, devra rester annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

4. L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 devant Maître Martine Schaeffer, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le "Notaire"):

Résolutions
Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir les 12.849 (douze mille huit cent quarante-neuf) parts sociales de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 1,-(un Euro) chacune et la 1 (une) part sociale de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 1,-(un Euro) détenues par l'Associé Unique en 12.850 (douze mille huit cent cinquante) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 1,-(un Euro) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de refondre les Statuts, sans modification de l'objet social de la Société, qui seront dorénavant lus comme suit:

Titre I^{er} . Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "MCG Investments S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

2. Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique (comme défini ci-après) ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (comme défini ci-après) de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est d'effectuer des investissements immobiliers, soit directement ou à travers la détention directe ou indirecte de participations dans des filiales de la Société détenant de tels investissements.

3.2 La Société pourra également directement ou indirectement acquérir, détenir ou disposer, d'intérêts et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et administrer, développer et gérer ces intérêts et participations.

3.3 La Société pourra également, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés qui seraient Associés directs ou indirects de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra en particulier être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet dans tous les domaines décrits ci-dessus

4. Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts sociales

5. Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille huit cent cinquante Euros (EUR 12.850,-) représenté par douze mille huit cent cinquante (12.850) parts sociales, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (ci-après défini comme les "Parts Sociales" et chacune une "Part Sociale"). Les détenteurs des Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés» et individuellement un "Associé".

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites légales.

6. Art. 6. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Art. 7. Transfert des parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Titre III. - Gérance

8. Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des Associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le «Gérant Unique». En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

9. Art. 9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

10. Art. 10. Responsabilité des gérants. Aucun Gérant ne peut s'engager, en raison de ces fonctions, dans des obligations personnelles en vertu de l'engagement pris au nom de la Société. Il est seulement responsable de l'accomplissement de son mandat.

11. Art. 11. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de tout gérant ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout gérant.

12. Art. 12. Délégation et Agent du gérant unique et du conseil de gérance.

12.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

12.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant, détermine les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire ad hoc, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

13. Art. 13. Réunion du conseil de gérance.

13.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

13.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux exigences et formalités de convocation.

13.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

13.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

13.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via la vidéo ou le téléphone.

13.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

13.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux réunions.

13.8 Des extraits seront certifiés par tout gérant.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

14. Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

14.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

14.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

14.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

14.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises lors des réunions convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

14.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

14.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

14.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises qu'à la condition que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales.

14.8 Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

Titre V. - Exercice social

15. Art. 15. Exercice social.

15.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

15.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

16. Art. 16. Droit de distribution des parts.

16.1 Du bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social nominal de la Société.

16.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que de ces Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

16.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 14.7 ci-dessus.

16.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'Associé(s).

Titre VI. - Liquidation

17. Art. 17. Dissolution et Liquidation.

17.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de son Associé Unique ou de l'un de ses Associés.

17.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables étant entendu qu'en cas d'un Associé Unique, un tel Associé Unique pourra décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation assumant personnellement tous les actifs et passifs, connu ou inconnu de la Société.

17.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable

18. Art. 18. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter la démission des gérants suivants en tant que gérants de la Société avec effet immédiat:

- Shaftesbury Corporate Management Services (Luxembourg) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois constituée à Luxembourg, ayant son siège social au 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B.133.375; et

- Miles d'Arcy-Irvine, résidant au 6 chemin en Oussin, CH-1169 Yens, Suisse.

Une décharge totale a été accordée aux gérants démissionnaires pour l'exécution de leurs mandats.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de confirmer la nomination des gérants suivants en tant que gérants de la Société, et ce pour une durée indéterminée:

- Roderick David Gray Sloan, résidant au The Round House, Vernon Hill, Bishops Waltham, Hampshire, SO32 1FH, Royaume-Uni;

- Godfrey Abel, résidant au 30 rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Yves Wagner, résidant au The Directors' Office, 19 rue de Bitbourg, L1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

5. Frais et Acte notarié.

5.1 Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

5.2 Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande de l'Associé Unique, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

5.3 Cet acte notarié a été préparé à Luxembourg, le jour mentionné au début de ce document.

6. Ce document ayant été lu à l'Associé Unique (ou, selon le cas à son mandataire), qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, l'Associé Unique (ou, selon le cas son mandataire) et le Notaire ont ensemble signé cet acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mai 2010. Relation: LAC/2010/23155. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2010.

Référence de publication: 2010076423/459.

(100087360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Immobilière One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 87.285.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le mercredi 9 juin 2010

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue en date du 9 juin 2010 que:

L'Assemblée a accepté la démission de Madame Renate JOSTEN de ses fonctions d'administrateur et a décidé de nommer en son remplacement la personne suivante:

- Monsieur Jean NAVEAUX, né le 30 avril 1943 à Villers-la-Loue (B), conseiller économique, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 11-13, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

Le nouvel administrateur termine le mandat de son prédécesseur qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010068705/20.

(100083656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Immobilière One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 87.285.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010068706/9.

(100083660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Kursana Residenzen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1A, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 37.458.

—
Le bilan et les comptes de pertes et profits au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2010.

Pour le Conseil d'Administration

Par mandat

Me Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2010068718/14.

(100082813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

CPI Gulbinai S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 121.322.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010069900/11.

(100082572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

LaSalle Torius S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.994.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 14 juin 2010.

Référence de publication: 2010068721/10.

(100083649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

Lavador S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1A, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 17.505.

Le bilan ainsi que les comptes de pertes et profits au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2010.

Pour les gérants

Par mandat

Me Nicolas SCHAEFFER

Référence de publication: 2010068725/14.

(100082814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

N Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.925.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2010.

Référence de publication: 2010068759/10.

(100083625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2010.

DnB NOR Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 37.243.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 1^{er} juin 2010

"L'Assemblée décide de reconduire comme administrateurs:

M. Bjorn Berg, domicilié Stranden 21, Oslo (0021), Norvège

M. Roar Hoff, domicilié Stranden 21, Oslo (0021), Norvège

M. Per Ugland, domicilié Kirkegatan 14-18, Oslo (0021), Norvège

Mr. Ole Christian Solberg, domicilié Kirkegatan 14-18, Oslo (0021), Norvège

jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes clôturés au 31 décembre 2010.

L'Assemblée décide de nommer: ERNST & YOUNG

en tant que Réviseur Indépendant jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes clôturés au 31 décembre 2010."

Pour la société DnB NOR Reinsurance S.A.

SINSER (Luxembourg) S.A.R.L.

Signature

Référence de publication: 2010069912/20.

(100082428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Angel Lux Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 150.289.

—
EXTRAIT

L'adresse de Robert Charles Reynders, gérant de la Société, a été modifiée et devra se lire comme suit:
de Keersmackerlaan 10

B-1785 Merchtem

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2010.

Pour la Société

Signatures

Référence de publication: 2010069833/15.

(100082467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Angel Lux Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 116.509.

—
EXTRAIT

L'adresse de Robert Charles Reynders, gérant de la Société, a été modifiée et devra se comme suit:
de Keersmackerlaan 10

B-1785 Merchtem

Luxembourg, le 9 juin 2010.

Pour la Société

Signatures

Référence de publication: 2010069834/14.

(100082457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Assenagon Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

—
Auszug der Aktionärsversammlung vom 27.10.2009

Die Aktionärsversammlung beschließt:

Ulrich L. Binninger (15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg) wird zum Mitglied des Verwaltungsrats der Assenagon Asset Management S.A. ab 1. Dezember 2009 aufgrund der Mandatsniederlegung des Verwaltungsratsmitglieds Gunnar Homann zum 30. November 2009 bestellt.

Das Mandat endet mit der jährlichen Hauptaktionärsversammlung für das Geschäftsjahr 2011.

Luxembourg, den 27. Oktober 2009.

Hans Günther Bonk / Vassilios Pappas.

Référence de publication: 2010069836/14.

(100082414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

CPI GH Portfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 124.717.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010069901/11.

(100082570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Assenagon Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 129.914.

Auszug der Hauptaktionärsversammlung vom 29.03.2010

Die Aktionärsversammlung beschließt die Bestellung der KPMG AUDIT S.à r.l., mit Sitz 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zum Ende der Hauptaktionärsversammlung, die über den Jahresbericht des am 31.12.2010 ablaufenden Geschäftsjahres berät.

Luxembourg, den 29. März 2010.

Hans Gunther Bonk / Vassilios Pappas.

Référence de publication: 2010069837/12.

(100082414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Assenagon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 127.480.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010069838/10.

(100082386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Sitcom Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 67.303.

L'an deux mille dix.

Le vingt et un mai.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SITCOM HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 67303, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 novembre 1998, publié au Mémorial C numéro 84 du 11 février 1999, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 694 du 24 avril 2007,

ayant un capital social de million deux cent trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et cinquante-six cents (EUR 1.239.496,56.-), représenté par deux mille quatre cents (2.400) actions sans désignation de valeur nominale.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Evelyne BEY, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Approbation d'une situation comptable de la société au 31 mars 2010.

2.- Réduction du capital social à concurrence d'un montant de EUR 1.189.496,56 EUR, pour le ramener de son montant actuel de EUR 1.239.496,56 à EUR 50.000,-, sans annulation d'actions.

3.- Modification de la dénomination de la société en SITCOM HOLDING - Società a responsabilità limitata.

4.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans les nouveaux statuts en langue italienne.

5.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

6.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.

7.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".

8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.

9.- Nomination d'un administrateur unique.

10.- Délégation de pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 mars 2010 tels qu'ils ont été élaborés par le conseil d'administration et le commissaire de la société et soumis à l'assemblée.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de un million cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et cinquante-six cents (EUR 1.189.496,56.-), pour le ramener de son montant actuel de un million deux cent trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et cinquante-six cents (EUR 1.239.496,56.-) à cinquante mille euros (EUR 50.000.-), sans annulation d'actions.

Cette réduction du capital social est réalisée par le transfert EN RESERVE DISPONIBLE du montant de un million cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent quatre-vingt-seize euros et cinquante-six cents (EUR 1.189.496,56.-).

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en SITCOM HOLDING - Società a responsabilità limitata.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société, à savoir Messieurs Alexis DE BERNARDI, Georges DIEDERICH et Régis DONATI et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Jean-Marc HEITZ et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Septième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-00196 Rome, Via Flaminia 330 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Huitième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO

Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

1. Denominazione.

1.1. E' costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione sociale di "SITCOM HOLDING - Società a responsabilità limitata".

2. Sede e Domicilio dei soci.

2.1. La società ha sede nel Comune di Roma, all'indirizzo risultante dall'apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese di Roma, ai sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2. L'organo amministrativo ha la facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (quali, a titolo meramente esemplificativo, succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune indicato al precedente paragrafo 2.1; spetta invece ai soci deliberare il trasferimento della sede in un Comune differente da quello indicato al precedente paragrafo 2.1. e di istituire, modificare o sopprimere sedi secondarie.

2.3. Il domicilio dei soci, per tutti i rapporti con la Società, si intende a tutti gli effetti quello comunicato alla società; è onere del socio comunicare il cambiamento del proprio domicilio. In mancanza dell'indicazione del domicilio da parte del socio, si fa riferimento alla residenza anagrafica.

3. Oggetto sociale.

3.1. Art. 3 (oggetto). La società ha per oggetto lo svolgimento in via esclusiva di attività di natura finanziaria e più precisamente l'assunzione di partecipazioni in società e/o enti costituiti o costituendi, non nei confronti del pubblico, comprensiva dell'attività di detenzione e gestione dei diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre imprese e dell'attività di coordinamento tecnico e finanziario delle imprese nelle quali siano state assunte partecipazioni. La società, nell'ambito della predetta attività, ha altresì ad oggetto, sempre non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di: - concessione di finanziamenti; - intermediazione in cambi; servizi di incasso, pagamento e trasferimento di fondi, con conseguenti addebito e accredito dei relativi oneri ed interessi; - coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario delle società partecipate e/o comunque appartenenti allo stesso gruppo. E' espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale. E' espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e l'acquisto e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal d. lgs. 24 febbraio 1998 n.58, nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi e ogni altra attività di cui all' art. 106 del d. lgs. lo settembre 1993 n.385. E' altresì esclusa, in maniera tassativa, qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal d. lgs. n. 58/98. Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale, la società può inoltre effettuare tutte le operazioni mobiliari ed immobiliari ed ogni altra attività che sarà ritenuta necessaria o utile contrarre mutui ed accedere ad ogni altro tipo di credito e/o operazione di locazione finanziaria, concedere garanzie reali, personali, pegni, privilegi speciali, e patti di riservato dominio, anche a titolo gratuito sia nel proprio interesse che a favore di terzi, anche non soci.

4. Durata.

4.1. La durata della Società è stabilita sino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata.

Titolo II. Capitale - Finanziamenti - Partecipazione sociale

5. Capitale.

5.1. Il capitale sociale è fissato in Euro 50.000,00 (cinquantamila virgola zero zero) ed è diviso in quote, come per legge.

5.2. La decisione di aumento del capitale sociale può essere assunta in deroga al disposto dell'art. 2464 c.c. in ordine alla necessità di eseguire i conferimenti in danaro.

5.3. In caso di conferimento avente ad oggetto una prestazione d'opera o di servizi da parte di un socio a favore della Società, la polizza assicurativa o la fideiussione bancaria, prestate a supporto di detto conferimento, possono essere, in qualsiasi momento, sostituite con il versamento, a titolo di cauzione a favore della Società, del corrispondente importo in danaro.

5.4. Ai soci spetta il diritto di sottoscrivere le quote emesse in sede di aumento del capitale sociale in proporzione alla percentuale di capitale da ciascuno di essi posseduta.

5.5. Il diritto di sottoscrivere le quote di nuova emissione in sede di aumento del capitale sociale deve essere esercitato dai soci entro 30 (trenta) giorni dal ricevimento della comunicazione, inviata dagli amministratori a ciascun socio, recante l'avviso di offerta in opzione delle nuove quote, salvo che la decisione dei soci di aumentare il capitale sociale non stabilisca un termine maggiore di 30 (trenta) giorni per l'esercizio del predetto diritto di opzione.

5.6. Coloro che esercitano il diritto di sottoscrivere le quote di nuova emissione in sede di aumento del capitale sociale, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nella sottoscrizione delle quote non optate dagli altri soci, a meno che la decisione di aumento del capitale sociale non lo escluda; se l'aumento di capitale non viene sottoscritto

dai soci per l'intero, sia per opzione che per prelazione delle quote inoptate, l'organo amministrativo può eseguirne il collocamento presso terzi estranei alla compagine sociale, a meno che la decisione di aumento del capitale non lo escluda.

5.7. I soci possono decidere che la sottoscrizione delle quote emesse in sede di aumento del capitale sociale sia riservata, nel caso in cui l'interesse della Società lo esiga, a terzi estranei alla compagine sociale; in tal caso, spetta ai soci non consenzienti il diritto di recesso di cui all'art. 2473 cod. civ.

5.8. Il capitale potrà essere aumentato a pagamento - mediante nuovi conferimenti in danaro o in natura - o a titolo gratuito - mediante passaggio di riserve disponibili a capitale - in forza di deliberazione dell'assemblea dei soci, da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente atto costitutivo.

6. Finanziamenti soci e Titoli di debito.

6.1. La società potrà ricevere dai soci versamenti volontari in conto capitale e a fondo perduto che, ai sensi della normativa in materia, non costituiscano forme vietate di raccolta del risparmio. I soci potranno altresì effettuare finanziamenti volontari, anche non in proporzione alle rispettive quote di partecipazione al capitale sociale, con o senza interessi, alla società, nei limiti e con le modalità di cui alla deliberazione del Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio del 3 marzo 1994 e di ogni altra successiva disposizione normativa od altre delibere del sopracitato Comitato in merito, nonchè in ottemperanza alla normativa tempo per tempo vigente in materia.

6.2. Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a favore della Società devono considerarsi infruttiferi. Per il rimborso dei finanziamenti dei soci si applica l'art. 2467 cod. civ.

6.3 La società può emettere titoli di debito, in conformità a quanto stabilito dalla legge, in seguito a decisione dell'assemblea dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno i quattro quinti del capitale sociale.

7. Riduzione del capitale.

7.1. Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge, mediante deliberazione dell'assemblea dei soci, da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

7.2. In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della Società e delle osservazioni del collegio sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

8. Diritti dei soci.

8.1. I diritti sociali spettano ai soci in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta nel capitale della Società.

9. Partecipazioni e loro trasferimento.

9.1. Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune, nominato secondo le modalità previste dagli artt. 1105 e 1106 cod. civ.

9.2. Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'art. 2352 cod. civ.

9.3. Le partecipazioni sono liberamente alienabili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto, ai sensi del successivo paragrafo 9.4.

9.4. Nel caso alienazione della quota sociale o di parte di essa, sia a soci che a terzi, spetta agli altri soci il diritto di prelazione all'acquisto a parità di condizioni, in proporzione alla quota da ciascuno posseduta. A tal fine, il socio che intende alienare deve comunicare agli altri soci a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento, la proposta, il prezzo e le modalità del trasferimento; il diritto di prelazione deve essere esercitato, a pena di decadenza, entro trenta giorni dalla ricezione della comunicazione, a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento spedita all'offerente. Coloro che esercitano il diritto di prelazione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione in proporzione nell'acquisto delle quote che siano rimaste non prelazionate.

9.5. Agli effetti del presente articolo, per alienazione della quota sociale e dei diritti di sottoscrizione e di prelazione di cui al presente statuto, si intende qualunque negozio concernente la piena o la nuda proprietà, o l'usufrutto di detti quote o diritti (ivi compresi, a titolo meramente esemplificativo, la compravendita, la permuta, la donazione, il conferimento in società, la costituzione di rendita, la dazione in pagamento, la cessione "in blocco", "forzata" o "coattiva", ecc.), in forza del quale si consegua, in via diretta o indiretta, il mutamento di titolarità di detti quote o diritti.

9.6. Ove si tratti di alienazione a titolo gratuito ed oneroso per atto tra vivi con corrispettivo infungibile, agli altri soci spetta il diritto di prelazione, disciplinato con le medesime modalità descritte nei commi che precedono, ove applicabili, con l'unica particolarità che il prelazionante dovrà corrispondere all'alienante a titolo oneroso o al donatario un somma in valuta legale di valore nominale pari al valore effettivo di ciò per cui è stato esercitato il diritto di prelazione, da determinarsi ai sensi dell'art. 2473 cod. civ.

9.7. Di fronte alla Società, il trasferimento delle quote non produce effetto che in seguito agli adempimenti di legge, nel rispetto della clausola di prelazione.

9.8. La mancata comunicazione ai soci dell'offerta di alienazione delle quote comporta l'inefficacia dell'alienazione stessa nei confronti della Società.

10. Morte del socio.

10.1. Nel caso di subentro di più eredi o legatari nella quota del defunto, costoro nominano un rappresentante comune e si applicano gli artt. 1105 e 1106 cod. civ.

Titolo III. Decisioni dei soci

11. Decisioni dei soci.

11.1. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

11.2. In ogni caso, sono riservate alla competenza dei soci:

11.2.1. l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;

11.2.2. la nomina e la revoca dell'organo amministrativo;

11.2.3. la nomina, nei casi previsti dalla legge, dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;

11.2.4. le modificazioni dell'atto costitutivo;

11.2.5. le decisioni di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale od una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

11.3. Non possono partecipare alle decisioni, sia nelle forme di cui al successivo paragrafo 11.4, che nelle forme di cui al successivo art. 12, i soci morosi.

11.4. Le decisioni dei soci, salvo quanto previsto al successivo art. 12, sono adottate mediante consultazione scritta.

11.5. In caso di consultazione scritta, dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovranno risultare con chiarezza:

11.5.1. l'argomento oggetto della decisione;

11.5.2. il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;

11.5.3. l'indicazione dei soci consenzienti;

11.5.4. l'indicazione dei soci contrari ed astenuti e, su richiesta degli stessi, i motivi della contrarietà, ovvero dell'astensione;

11.5.5. la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti, sia astenuti, che contrari.

11.6. Copia del documento di cui al precedente paragrafo 11.5 dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto, equivale a voto contrario. Le comunicazioni previste nel presente paragrafo potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

11.7. Ogni socio ha il diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

11.8. Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei votanti, che rappresentano almeno la metà del capitale sociale.

11.9. Le decisioni dei soci, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

12. Assemblea.

12.1. Con riferimento alle materie indicate nel precedente art. 11.2 ai paragrafi 11.2.4 e 11.2.5, in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge, ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori od un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare, nel rispetto del metodo collegiale.

12.2. A tal fine l'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo, anche fuori del Comune dove è posta la sede sociale, purché in Italia.

12.3. L'assemblea viene convocata dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione, ovvero da uno degli amministratori con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire ai soci al domicilio eletto o alla loro residenza (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio). Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza, nonché l'elenco delle materie da trattare.

12.4. Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse validamente costituita; comunque, anche in se-

conda convocazione le decisioni dovranno essere adottate con le medesime maggioranze previste in prima convocazione. L'avviso potrà prevedere ulteriori convocazioni, qualora anche la seconda non raggiungesse il quorum necessario.

12.5. In mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è presente l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione degli argomenti. Se gli amministratori od i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della Società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

13. Svolgimento dell'assemblea.

13.1. L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano. In caso di assenza o impedimento di questi, il presidente dell'assemblea sarà eletto dalla maggioranza dei presenti.

13.2. L'assemblea nomina un segretario, anche non socio e, se necessario, uno o più scrutatori, anche non soci.

13.3. Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

13.4. È possibile tenere le adunanze dell'assemblea con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

13.4.1. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, che provvederanno alla formalizzazione e sottoscrizione del verbale;

13.4.2. che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

13.4.3. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

13.4.4. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

13.4.5. che siano indicati nell'avviso di convocazione - salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del precedente art. 12.5 - i luoghi audio/video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il soggetto verbalizzante; dovranno inoltre essere predisposti tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio/video collegati in cui si tiene la riunione.

14. Diritto di voto e Quorum assembleari.

14.1. A ciascun socio spetta un numero di voti proporzionale alla sua partecipazione.

14.2. Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data in cui si tiene l'adunanza risultano tale in base alle norme di legge.

14.3. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, che dovrà essere conservata dalla Società.

14.4. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

14.5. L'assemblea approva, a maggioranza dei presenti, le modalità di voto, su proposta del presidente. Il voto deve essere palese, o comunque espresso con modalità tali da consentire l'individuazione dei soci dissenzienti.

14.6. L'assemblea delibera a maggioranza assoluta dei presenti, salvo che nei casi previsti dal precedente art. 11.2, paragrafi 11.2.4 ed 11.2.5, per i quali è richiesto il voto favorevole di tanti i soci che rappresentino i due terzi del capitale sociale.

14.7. Restano comunque salve le altre disposizioni del presente Statuto che, per particolari delibere, richiedono diverse specifiche maggioranze.

15. Verbale dell'assemblea.

15.1. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale, sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, ove richiesto dalla legge.

15.2. Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti ed il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità ed il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti e dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

15.3. Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto nel Libro delle Decisioni dei Soci.

Titolo IV. Amministrazione - Rappresentanza

16. Amministrazione.

16.1. La Società potrà essere amministrata, in base a quanto stabilito all'atto della nomina, da un amministratore unico, o due o più amministratori con poteri e firma congiunta o disgiunta o da un consiglio di amministrazione, composto da un numero variabile di membri, da un minimo di tre ad un massimo di nove.

16.2. Gli amministratori potranno essere anche non soci. Non possono essere nominati alla carica di amministratore e, se nominati, decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2382 cod. civ.

17. Nomina e Sostituzione degli amministratori.

17.1. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

17.2. In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca degli amministratori in ogni tempo e senza necessità di motivazione, ovvero di giusta causa.

17.3. Gli amministratori sono rieleggibili.

17.4. Nel caso sia stato nominato il consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa vengono meno uno o più consiglieri, si applica l'art. 2386 cod. civ.

17.5. La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

18. Presidente.

18.1. Nel caso in cui la Società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, questi elegge tra i suoi membri un presidente, se non vi ha provveduto l'assemblea.

19. Decisioni degli amministratori.

19.1. Nel caso la Società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, le decisioni dello stesso, salvo quanto previsto al successivo art. 20.1, possono essere adottate mediante consultazione scritta.

19.2. In caso di decisioni adottate mediante consultazione scritta, dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

19.2.1. l'argomento oggetto della decisione;

19.2.2. il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;

19.2.3. l'indicazione degli amministratori consenzienti, contrari o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;

19.2.4. la sottoscrizione di tutti gli amministratori, consenzienti, astenuti e contrari.

19.3. Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori, i quali, entro i due giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario. Le trasmissioni previste nel presente paragrafo potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

19.4. Le decisioni del consiglio di amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica; in caso di parità, prevale il voto di chi presiede.

19.5. Le decisioni degli amministratori, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte nel Libro delle decisioni degli amministratori.

19.6. Con la maggioranza di cui al precedente paragrafo 19.4, gli amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni alla delibera del consiglio di amministrazione, da adottarsi con metodo collegiale.

20. Decisioni collegiali degli amministratori.

20.1. Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475, comma 5, cod. civ. ovvero nel caso di cui al precedente art. 19.6, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dai presenti patti sociali, le decisioni del consiglio d'amministrazione debbono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

20.2. A tal fine il consiglio di amministrazione:

20.2.1. viene convocato dal presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (per esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma o fax da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno;

20.2.2. si riunisce presso la sede sociale o altrove, purché in Italia.

20.3. Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci, se nominati, sono presenti o informati della riunione.

20.4. E' possibile tenere le riunioni del consiglio di amministrazione con interventi dislocati in più luoghi audio/video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

20.4.1. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

20.4.2. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

20.4.3. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

20.4.4. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

20.5. Il consiglio di amministrazione delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità, prevale il voto di chi presiede. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

20.6. Le deliberazioni del consiglio di amministrazione adottate ai sensi del presente articolo sono constatate da verbale da trascriversi nel Libro delle Decisioni degli Amministratori.

Quando l'organo amministrativo è costituito da più amministratori non come Consiglio, anche le loro riunioni sono disciplinate dalle norme stabilite nel presente articolo e nel precedente articolo 19, per quanto applicabili.

21. Competenze degli amministratori.

21.1. L'organo amministrativo, qualunque sia la sua strutturazione, ha tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, esclusi quelli che la legge o i presenti patti sociali riservano espressamente ai soci.

21.2. Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare proprie attribuzioni, a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 cod. civ., a un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero a uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Il comitato esecutivo, ovvero l'amministratore o gli amministratori delegati, potranno compiere tutti gli atti di ordinaria e straordinaria amministrazione che risulteranno dalla delega conferita dal consiglio di amministrazione, con le limitazioni e le modalità indicate nella delega stessa.

22. Rappresentanza della Società.

22.1. La firma sociale e la rappresentanza legale della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spetta all'amministratore unico, o ai più amministratori nei modi stabiliti in sede di nomina, o al presidente del consiglio di amministrazione e eventualmente all'amministratore delegato.

22.2. L'organo amministrativo può conferire procure speciali per uno o più specifici atti a favore di una o più persone, anche non socie, purché nell'atto di conferimento vengano determinati l'oggetto e i poteri.

22.3. Nel caso di pluralità di amministratori delegati, questi potranno agire disgiuntamente o congiuntamente, con relativa firma sociale, conformemente a quanto stabilito nell'atto costitutivo o nella delibera di nomina o delega.

23. Compensi degli amministratori.

23.1. Agli amministratori spetta, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai soci, in occasione della nomina (o successivamente) con apposita decisione.

23.2. Nel caso la Società sia amministrata da un consiglio di amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale, se nominato.

23.3. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

Titolo V. Controllo

24. Organo di controllo.

24.1. Quando la legge prevede l'obbligo della presenza del collegio sindacale, esso esercita anche il controllo contabile ed è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

La nomina dei sindaci e la determinazione della loro retribuzione, è fatta dall'assemblea ai sensi di legge nei casi previsti dall'art. 2477, II e III comma c.c., si applicano le disposizioni in tema di Società per Azioni.

Titolo VI. Recesso

25. Recesso del socio.

25.1. Il diritto di recesso compete:

25.1.1. ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dai presenti patti sociali, all'introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni;

25.1.2. ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;

25.1.3. in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dai presenti patti sociali.

25.2. L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente art. 25.1, dovrà essere comunicata all'organo amministrativo mediante qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, che dovrà pervenire alla Società entro 15 giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al registro delle imprese, esso è esercitato entro 30 giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni del recedente non possono essere cedute. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la Società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della Società.

25.3. I soci che recedono dalla Società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione al valore da determinarsi ai sensi dell'art. 2473 cod. civ.

Titolo VII. Esercizio sociale - Bilancio - Utili

26. Esercizio sociale, Bilancio, Distribuzione degli utili.

26.1. L'esercizio sociale si chiude il 31 dicembre di ogni anno.

26.2. L'organo amministrativo redige, nei modi e nei termini di legge, il bilancio da sottoporre all'approvazione dell'assemblea. L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata almeno una volta l'anno, entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero 180 (centottanta) giorni, se particolari esigenze lo richiedano. In quest'ultimo caso gli amministratori, nella relazione prevista dall'art. 2428 c.c., devono indicare le ragioni della dilazione.

26.3. Gli utili netti annuali, dedotto il cinque per cento da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, saranno destinati secondo le deliberazioni dell'assemblea.

Titolo VIII. Scioglimento - Liquidazione

27. Scioglimento e Liquidazione.

27.1. Addivenendosi per qualsiasi causa allo scioglimento della Società, l'assemblea delibera il numero e le persone dei liquidatori.

27.2. Lo stato di liquidazione potrà essere revocato in qualunque momento, purché la relativa delibera venga assunta con le maggioranze previste per la modifica del presente statuto.

Titolo IX. Disposizioni finali

28. Rinvio.

28.1. Per tutto quanto non previsto nel presente statuto, si fa espresso riferimento al codice civile ed alle leggi speciali vigenti in materia."

Neuvième résolution

L'assemblée, après avoir délibéré de confier l'administration de la société à un administrateur unique, décide de nommer administrateur unique de la société:

Monsieur Luca ANIASI, né à Milan (Italie), le 16 août 1963, demeurant à I-00135 Rome, Via del Forte Trionfale 38 (Italie),

qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Dixième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Luca ANIASI, préqualifié, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille cinq cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Antonio FERNANDES, Evelyne BEY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 03 juin 2010. Relation: GRE/2010/1875. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés.

Junglinster, le 15 juin 2010.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2010074835/464.

(100086216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.

Augentius Fund Administration (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 280.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 150.673.

—
Extrait de la résolution de l'associé unique du 20 avril 2010

L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Ian White et décide de nommer en remplacement Monsieur Hugh Oliver Stacey, 39 Burns Road, Harling Court, Battersea, London, SW11 5AA, Royaume-Uni, comme gérant de la société à partir ce jour.

Pour copie conforme

Ian Kelly / David Bailey

Référence de publication: 2010069839/14.

(100082458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

AXA Nederland (Luxembourg), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.422.

—
Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Juin 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010069843/12.

(100082434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

GE Holdings Luxembourg & Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.026.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 56.198.

—
In the year two thousand and ten, on the ninth day of June.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of GE HOLDINGS LUXEMBOURG & CO S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 56.198 (the Company), incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary then residing in Luxembourg, on September 3, 1996, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 603 of November 21, 1996.

The articles of association of the Company (the Articles) have been amended most recently on December 28, 2001, pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary then residing in Hesperange, published in the Mémorial number 647 of April 25, 2002.

There appeared:

1. KIDDER PEABODY GmbH, a limited liability company, having its registered office in c/o Schlumpf & Partner Treuhand AG, Bahnhofstrasse 7, 6301 Zug, registered with the trade register of Kantons Zug (Handelregister des Kantons Zug) under number CH-170.4.003.486-2, and holding two hundred sixty (260) class C shares in the share capital of the Company (KIDDER PEABODY),

here represented by Me Armony Allamanno, Avocat, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

2. GENERAL ELECTRIC EUROPE HOLDING C.V., a limited partnership established under the laws of the Netherlands, having its registered office in Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, Bermuda, HM 11, and holding forty thousand seven hundred eighty (40,780) class A shares in the share capital of the Company (GE NL),

here represented by Me Alessia Rossi, Avocat à la Cour residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on June 3, 2010.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholders of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. that forty thousand seven hundred eighty (40,780) class A shares and two hundred sixty (260) class C shares, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, hereinafter reproduced.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Full restatement of the Articles of the Company.

The shareholders have taken the following resolution:

Sole resolution

The shareholders of the Company resolve to fully restate the Articles of the Company which shall henceforth read as follows:

“ I. Name – Registered office – Object – Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “GE HOLDINGS LUXEMBOURG & CO S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital – Shares

Art. 5. Capital

5.1. The share capital is set at one million and twenty-six thousand euro (EUR 1,026,000.-), represented by forty thousand seven hundred eighty (40,780) class A shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) and two hundred sixty (260) class C shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, in registered form, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. For each class of shares, a share premium reserve shall be created to the extent that a share premium has been paid to the class concerned.

5.4. The Board of Managers shall be able to decide to discontinue and distribute a share premium reserve for the benefit of the holders of a particular class of shares, in whole or in part, provided that this is proposed by the shareholders of the relevant class of shares. Such a distribution shall be made to the shareholders of the relevant class in proportion to the aggregate nominal value of the shares of that class.

Art. 6. Shares

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

6.5. The shares redeemed by the Company have no voting rights nor the rights to the distribution of a dividend or the proceeds of liquidation.

6.6. The repurchase price of the redeemable shares shall be calculated on the basis of the net assets of the Company determined by the Board of Managers by dividing the net assets of the Company being the value of its assets less its liabilities at the close of business by the total number of shares of the Company outstanding at such close of business in such manner as the Board of Managers shall think fair and equitable (the Net Asset Value).

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

6.7. In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Managers in calculating the Net Asset Value shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

III. Management – Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

7.3. The sole shareholder or the shareholders may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the sole shareholder or the shareholders have appointed one (1) or several Class A managers and one (1) or several Class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

(vi) The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) Subject to article 8.3 (iii), the Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

(iii) If the sole shareholder or the shareholders have appointed one (1) or several Class A managers and one (1) or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager.

Art. 9. Sole manager

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits – Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The excess may be distributed among the shareholders in accordance with the provisions below. However, the shareholders may decide, with the consent of the shareholders representing three-quarters of the share capital, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

15.3. The profits shall mean such balance of profits as reflected by the profits and loss statement.

15.4. The holders of class A and C shares shall be entitled to the profits with due observance of the following provisions:

(a) For the purposes of applying clause 15.4., the Company shall be deemed to conduct (i) business C, consisting of its shareholding in the company KIDDER FINANCING AND TRADING Ltd. (KIDDER), as well as any assets and liabilities which originate from the shareholding in such company and (ii) business A, consisting of all its other business activities.

(b) For the purposes of applying clause 15.4, the Company shall be deemed to have two classes of profits: (i) profits C, consisting of the net income of KIDDER, or attributed to the assets and liabilities originating from the shareholding in such company and (ii) profits A, consisting of profits made in business A, on a non-consolidated basis as determined for each accounting period in accordance with generally accepted accounting principles as applied by the Company in the preparation of its consolidated financial statements, by the general meeting of the shareholders of the Company.

(c) The profits C shall be added to the dividend reserve referred to under d) below and the profits A shall be added to the dividend reserve A referred to under d) below.

(d) The Company shall maintain a dividend reserve for class A and C shares, which shall be referred to as dividend reserve A and dividend reserve C. Payments shall be made out of these reserves pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company provided that such a distribution is proposed by the shareholders of the relevant class of shares. Such distributions shall be made to the shareholders of the relevant class in proportion to the aggregate nominal value of the shares of that class.

(e) Any losses incurred by business C or business A shall first be compensated by charging them against the dividend reserve of the relevant class C or class A shares.

(f) If the losses incurred by business C or business A exceed the dividend reserve of the relevant class C or class A shares, the profits made by the relevant business in the subsequent financial years shall first be used to compensate for the difference.

15.5. Distributions to shareholders shall be possible only if and in so far as the Company's equity exceeds the paid-up called-up part of the capital increased by the reserves to be kept pursuant to the Law. Any profits not attributable to business C or business A shall be for the benefit of each class of shares in proportion to their participation in the Company. Class C shareholders will be entitled to a guaranteed return of LIRA Libor minus 400 basis points calculated on an amount of one hundred and seventy-five million United States Dollars (USD 175,000,000), but only if and insofar as the Company has - on a non-consolidated basis - profits available for distribution.

15.6. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution – Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders in the following manner:

(i) From the balance of the Company's assets after payment of debts, the distributions as mentioned under clause 15.5. shall be made first.

(ii) From the balance remaining after applying (i) above, the Company's shareholding in KIDDER, as well as any assets which originate from the shareholding in such company, shall be distributed to the holders of class C shares together with the balance of the dividend reserve C (after adjusting the revaluation results included in such reserve) and the balance of the share premium reserve for the class C shares (after adjusting distributed shares in the capital of KIDDER) in proportion to the aggregate nominal value of their class C shares.

(iii) The liquidation balance after application of (ii) above shall accrue to the holders of class A shares in proportion to the aggregate nominal value of their class A shares.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holders of the parties, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le neuf juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de GE HOLDINGS LUXEMBOURG & CO S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56.198 (la Société), constituée suivant un acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 3 septembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 603 du 21 novembre 1996.

Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 28 décembre 2001, suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, publié au Mémorial numéro 647 du 25 avril 2002.

Ont comparu:

1. KIDDER PEABODY GmbH, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à c/o Schlumpf & Partner Treuhand AG, Bahnhofstrasse 7, 6301 Zoug, immatriculée au registre de commerce du Canton de Zoug (handregister des Kantons Zug) sous le numéro CH-170.4.003.486-2, et détenant deux cent soixante (260) parts sociales de classe C dans le capital social de la Société (KIDDER), ici représentée par Me Armony Allamanno, Avocat, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. GENERAL ELECTRIC EUROPE HOLDING C.V., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton, Les Bermudes, HM 11, et détenant quarante mille sept cent quatre-vingt (40.780) parts sociales de classe A dans le capital social de la Société (GE NL), ici représentée par Me Alessia Rossi, Avocat de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 3 juin 2010.

Lesdites procurations, après avoir été signée ne varietur par les mandataires des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que quarante mille sept cent quatre-vingt (40.780) parts sociales de classe A et deux cent soixante (260) parts sociales de classe C, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut statuer sur les points à l'ordre du jour, reproduits ci-après.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Refonte complète des Statuts de la Société.

Les associés ont pris la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés de la Société décident de procéder à une refonte complète des Statuts de la Société qui auront désormais la teneur suivante:

"I. Dénomination – Siège social – Objet– Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est " GE HOLDINGS LUXEMBOURG & CO S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de

ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital – Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social est fixé à un million vingt-six mille euros (1.026.000), représenté par quarante mille sept cent quatre-vingt (40.780) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et deux cent soixante (260) parts sociales de classe C, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, parts sociales sous forme nominative, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Pour chaque classe de parts sociales, une réserve de prime d'émission sera créée dans la mesure où une prime d'émission a été versée à la classe en question.

5.4. Le conseil de Gérance pourra décider de supprimer et de distribuer une réserve de prime d'émission au profit des détenteurs d'une classe de parts sociales spécifique, en totalité ou en partie, à condition que cela soit proposé par les associés de la classe de parts sociales concernée. Cette distribution sera faite aux associés de la classe concernée proportionnellement à la valeur nominale totale des parts sociales de cette classe.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales aux tiers en raison d'un décès doit être approuvée par les associés représentant les trois quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou si le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

6.5. Les parts sociales rachetées par la Société n'ont aucun droit de vote ni de droits de distribution d'un dividende ou du boni de liquidation.

6.6. Le prix de rachat des parts sociales pouvant être rachetées sera calculé sur la base des actifs nets de la Société déterminé par le Conseil de

Gérance en divisant les actifs nets de la Société étant la valeur de ses actifs moins la valeur de ses éléments du passif en fin de journée (COB) par le nombre total de parts sociales de la Société en circulation en cette fin de journée (COB) de la manière que le Conseil de Gérance jugera juste et équitable (la Valeur d'Actif Net). Toutes les règles et déterminations d'évaluation seront interprétées et réalisées conformément aux principes comptables généralement acceptés.

6.7. A défaut de mauvaise foi, faute lourde ou erreur manifeste, chaque décision prise par le Conseil de Gérance, en calculant la Valeur d'Actif Net sera définitive et engagera la Société et les associés actuels, passés ou futurs.

III. Gestion – Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants

7.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution des associés.

7.3 L'associé unique ou les associés peuvent décider de nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin d'être représenté à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un (1) ou plusieurs gérants de Classe A et un (1) ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un (1) gérant de Classe A et (1) gérant de Classe B (dans chaque cas soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le président n'aura pas de deuxième voix ou de voix prépondérante.

(vi) Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) Sous réserve de l'article 8.3 (iii), la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

(iii) Si l'associé unique ou les associés ont nommé un (1) ou plusieurs gérants de Classe A et un (1) ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée envers les tiers par la signature conjointe d'un (1) gérant de Classe A et d'un (1) gérant de Classe B.

Art. 9. Gérant unique

9.1. Si la Société est administrée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à ce gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est envoyé à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter en Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels – Affectation des bénéfices – Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. L'excédent peut être distribué parmi les associés conformément aux dispositions ci-dessous. Cependant, les associés peuvent décider, avec le consentement des associés représentant les trois-quarts du capital social, que le bénéfice, après déduction de la réserve, soit reporté ou bien affecté à une réserve extraordinaire.

15.3. Les bénéfices signifieront ce bilan des bénéfices tel que reflété par le compte de résultats.

15.4. Les détenteurs de parts sociales de classe A et de parts sociales de classe C auront droit aux bénéfices dans le respect des dispositions suivantes:

(a) Aux fins d'appliquer la clause 15.4., la Société sera censée effectuer (i) l'activité C, composée de son actionariat dans la société KIDDER FINANCING AND TRADING Ltd. (KIDDER), ainsi que tous actifs et passifs issus de l'actionariat dans cette société et (ii) l'activité A, composée de toutes ses autres activités économiques.

(b) Aux fins d'appliquer la clause 15.4., la Société sera censée avoir deux classes de bénéfices: (i) les bénéfices C, composés du revenu net de KIDDER, ou affectés aux actifs et passifs issus de l'actionariat dans cette société et (ii) les bénéfices A, composés des bénéfices réalisés dans l'activité A, sur une base non-consolidée tel que déterminé pour chaque période comptable conformément aux principes comptables généralement acceptés tels qu'appliqués par la Société dans la préparation de ses états financiers consolidés, par l'assemblée générale des associés de la Société.

(c) Les bénéfices C seront ajoutés à la réserve de dividendes mentionnée au point d) ci-dessous et les bénéfices A seront ajoutés à la réserve de dividendes A mentionnée au point d) ci-dessous.

(d) La Société conservera une réserve de dividendes pour les parts sociales de classe A et de classe C, qui sera désignée comme la réserve de dividendes A et la réserve de dividendes C. Les paiements seront effectués en-dehors de ces réserves en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés de la Société à condition que cette distribution soit proposée par les associés de la classe de parts sociales concernée. Ces distributions seront faites aux associés de la classe concernée proportionnellement à la valeur nominale totale des parts sociales de cette classe.

(e) Les pertes encourues pour les activités C ou A seront compensées en premier lieu en les imputant à la réserve de dividende de la Classe C ou A.

(f) Si les pertes subies en raison de l'activité C ou de l'activité A dépassent la réserve de dividendes de la classe de parts sociales C ou A en question, les bénéfices réalisés par l'activité concernée au cours des exercices sociaux futurs seront utilisés en premier lieu afin de compenser la différence.

15.5. Les distributions aux associés ne seront possible que si et dans la mesure où le capital de la Société dépasse la partie du capital libéré appelé augmenté par les réserves à conserver conformément à la Loi. Tous bénéfices ne pouvant pas être attribués à l'activité C ou à l'activité A seront au profit de chaque classe de parts sociales proportionnellement à leur participation dans la Société. Les associés de classe C auront droit à un rendement garanti de LIRA Libor moins 400 points de base calculés sur le montant de cent soixante-quinze millions de dollars américains (USD 175.000.000), mis uniquement si et dans la mesure où la Société a – sur une base non-consolidée – des bénéfices disponibles pour une distribution.

15.6. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution – Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, les actifs de la Société seront affectés aux associés de la façon suivante:

(i) à partir du bilan des actifs de la Société après paiement des dettes, les distributions telles que mentionnées à la clause 15.5 seront effectuées en premier.

(ii) à partir du bilan restant après avoir appliqué (i) ci-dessus, l'actionnariat de la Société dans KIDDER, ainsi que les actifs issus de l'actionnariat dans cette société, seront distribués aux détenteurs de parts sociales de classe C avec le bilan de la réserve de dividende C (après ajustement des résultats de la réévaluation compris dans cette réserve) et le bilan de la réserve de prime d'émission pour les parts sociales de classe C (après ajustement des parts sociales distribuées dans le capital de KIDDER) proportionnellement à la valeur nominale totale de leurs parts sociales de classe C.

(iii) le bilan de la liquidation après application du point (ii) ci-dessus ira au profit des détenteurs de parts sociales de classe A proportionnellement à la valeur nominale totale de leurs parts sociales de classe A.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné cidessus.

Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge du fait du présent acte s'élève environ à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux mandataires des parties comparantes, ils ont signé ensemble avec le notaire, le présent acte original.

Signé: A. Allamanno, A. Rossi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juin 2010. LAC/2010/26135. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2010.

Référence de publication: 2010076324/622.

(100088270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2010.

Blackstone Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 79.155.

En date du 27 décembre 2007, les gérants de BRE/Management S.A., gérant unique de la société, ont décidé de transférer le siège social de BRE/Management S.A. du 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au

- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juin 2010.

Martine Knoch.

Référence de publication: 2010069844/13.

(100082323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

BHR Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.830.762.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 13, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 64.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BHR Luxembourg S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2010069849/12.

(100082425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

Biscayne Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010069850/10.

(100082557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

ZAM Ventures Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 130.489.

Extrait des décisions prises par écrit par l'associé unique de la société le 26 mars 2010

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté les démissions de Messieurs David Bardeen, Bryan Russel Begley et Robert Edward Hougie, en tant que gérants de catégorie A de la Société avec effet au 26 mars 2010.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer ZBI Lux Director LLC, une société régie par les lois de l'Etat du Delaware, USA, ayant son siège social au 2711 Centerville Road, suite 400, Wilmington, Delaware 19808, USA, immatriculée sous le numéro 4803265 auprès du Secretary of State of Delaware - Divisions of Corporations, aux fonctions de gérant de catégorie A de la Société à compter du 26 mars 2010 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZAM VENTURES LUXEMBOURG S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010070092/19.

(100082391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

BRE/Belvedere S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 88.780.

En date du 27 décembre 2007, les gérants de BRE/Management S.A., gérant unique de la société, ont décidé de transférer le siège social de BRE/Management S.A. du 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au
- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juin 2010.

Martine Knoch.

Référence de publication: 2010069853/13.

(100082352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

BRE/Munich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 94.378.

En date du 27 décembre 2007, les gérants de BRE/Management S.A., gérant unique de la société, ont décidé de transférer le siège social de BRE/Management S.A. du 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au
- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juin 2010.

Martine Knoch

Référence de publication: 2010069858/13.

(100082370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

JTC (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 148.978.

In the year two thousand and ten, on the second day of June.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of JTC (Luxembourg) S.A., a company limited by shares having its registered office at 13, rue du Bois, L- 8121 Bridel, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 148978 incorporated by deed of the undersigned notary, on September 30, 2009 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C on November 19, 2009 under number 2269 (the "Company").

The meeting is presided by Mr Cliff Langford, with professional address in L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy. Who appointed as secretary Mrs Sophie Mathot, private employee, with professional address in Senningerberg.

The meeting elected as scrutineer Mr Roel Schrijen, with professional address in L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1.- to record the full payment of the 310 existing shares of the Company by the sole shareholder by payment in cash of the amount of EUR 23,250.

2.- to increase the Company's share capital from its amount of EUR 31,000 to the amount of EUR 125,000 by issue of 940 new shares having a par value of EUR 100 each.

3.- subscription of the new shares by the sole shareholder and fully payment.

4.- to change article 5 first paragraph of the Company's bylaws to be read as follows: "The subscribed capital is set at EUR 125,000 (one hundred and twenty-five thousand euros) consisting of 1,250 (one thousand two hundred and fifty) shares with a par value of EUR 100 (one hundred euros) each."

5.- to extend the activities of the Company to those regulated by the provisions of articles 29 and 29-5 of the Financial Sector Act of 05/04/1993 as amended, article 25 of the Financial Sector Act and articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act and subsequently to modify article 4 of the Company's bylaws which will be read as follows: "The object of the Company is (i) to render domiciliary, company formation, management and administrative services related thereto

to companies within the meaning of Articles 29 and 295 of the Financial Sector Act, (ii) to render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act and (iii) and to act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act. The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies that have an activity that is similar or ancillary to the activity of the Company. The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, debentures as well as any other debt instruments. In a general fashion it may grant, directly or indirectly, assistance to affiliated or group companies, take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.”

6. to transfer the registered office of the Company from 13 rue du Bois, L-8121 Bridel to L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy and to amend subsequently the first sentence of the first paragraph of article 2 of the Company’s bylaws.

7. to re-state the Company’s bylaws in particular articles 1, 2, 6, 7, 8, 10 and 15 in order to remove any reference to a sole director.

8. to amend article 11 of the Company’s bylaws so that the Company shall be supervised by one or several independent authorised Auditors («réviseur d’entreprises agréé») appointed by the board of directors.

9. to act and accept the resignation of Mr Burnett as statutory auditor (commissaire) of the Company.

10. to appoint Mr Burnett as an additional director of the Company for a period ending after the 2015 annual general meeting of the shareholders.

11. to modify the date of the holding of the annual general meeting and subsequently article 16 of the Company’s bylaws which will be read as follows: The annual General Meeting shall be held, at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Friday of the month of November at 12.00 o’clock. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

12. miscellaneous.

II.- That the sole shareholder, the proxy of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the proxy of the represented sole shareholder, has been controlled and signed by the board of the meeting.

The proxy of the represented sole shareholder, if any, initialled “ne varietur” by the appearing parties, will remain annexed to the present deed.

III. That the entire share capital being represented at the present Extraordinary General Meeting and the sole shareholder represented declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Extraordinary General Meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present Extraordinary General Meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting records the full payment of the 310 existing shares by the sole shareholder by payment in cash of the amount of EUR 23,250.

The amount of EUR 23,250 is from now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

Second and Third resolutions

The general meeting resolves to increase the subscribed share capital of the Company in the amount of EUR 94,000 (ninety-four thousand euros) in order to bring the subscribed share capital of the Company from its current amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euros) to EUR 125,000 (one hundred and twenty-five thousand euros) by issuing of 940 (nine hundred and forty) new shares each with a par value of EUR 100 (one hundred euros), vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The total of the new shares are then subscribed by the sole shareholder, JTC Group Limited, having its registered office at Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey, Channel Islands, here represented by Mr Cliff Langford, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal as mentioned hereunder, which declares to subscribe to 940 newly issued shares and to pay up such shares by contribution in cash amounting to EUR 94,000 (ninety-four thousand euros).

All the shares have been fully paid-up in cash, so that the amount of EUR 94,000 is from now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

Fourth resolution

As a result of the hereabove resolutions, the general meeting resolves to amend the first paragraph of Article 5 of the statutes to be read as follows:

Art. 5. First paragraph. “The subscribed capital is set at EUR 125,000 (one hundred and twenty-five thousand euros) consisting of 1,250 (one thousand two hundred and fifty) shares with a par value of EUR 100 (one hundred euros) each.”

Fifth resolution

The general meeting decides to extend the activities of the Company to those regulated by the provisions of articles 29 and 29-5 of the Financial Sector Act of 05/04/1993 as amended, article 25 of the Financial Sector Act and article 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act and subsequently to modify article 4 of the Company’s bylaws which will be read as follows:

“ **Art. 4.** The object of the Company is (i) to render domiciliary, company formation, management and administrative services related thereto to companies within the meaning of Articles 29 and 29-5 of the Financial Sector Act, (ii) to render register keeping agent services within the meaning of Article 25 of the Financial Sector Act and (iii) and to act as client communication agent and financial sector administrative agent within the meaning of Articles 29-1 and 29-2 of the Financial Sector Act.

The Company may hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies that have an activity that is similar or ancillary to the activity of the Company. The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, debentures as well as any other debt instruments. In a general fashion it may grant, directly or indirectly, assistance to affiliated or group companies, take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.”

Sixth resolution

The general meeting decides to transfer the registered office of the Company from 13 rue du Bois, L-8121 Bridel to L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy and to amend subsequently the first sentence of the first paragraph of article 2 of the Company’s bylaws as mentioned hereunder.

Seventh resolution

As a consequence of the above-mentioned fifth resolution, the general meeting of the shareholders decides to remove any reference to a sole director in the Company’s bylaws and to amend subsequently articles 1, 2, 6, 7, 8, 10 and 15 of the Company articles of incorporation as follows:

“ **Art. 1.** There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "JTC (Luxembourg) S.A." (the Company).

The Company may have one shareholder or several shareholders.

In the case of a sole shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting pursuant to the Law of August 10, 1915 as amended.”

“ **Art. 2. § 1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of the registered office by a resolution of the board of directors of the Company.”

“ **Art. 6.** The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not. The directors will be elected by the General Meeting for a term not exceeding six years and will be reeligible.

The General Meeting shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

When a legal person is appointed as a director of the Company, the legal entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the legal entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended. “

“ **Art. 7.** The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company’s interest.

All powers not expressly reserved by the Law of August 10, 1915 as amended or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.”

“ **Art. 8.** The Board shall appoint a chairman among its members; in his/her absence, the meeting will be presided by another member of the Board present at the meeting. Exceptionally, the first chairman shall be appointed by the constitutive general meeting.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, or telex another director as his or her proxy. A director may represent one or several of his/her colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, visio conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the director's meetings."

(cancellation of the previous last paragraph of article 8)

Art. 10. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of any two members of the Board, or (ii) by the sole signature of the managing director within the limits of the daily management or (iii) by the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power."

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5,00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10,00%) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements."

Eighth resolution

As a consequence of the above-mentioned fifth resolution, the general meeting also resolves to amend article 11 of the Company's bylaws so that the company shall be supervised by one or several independent authorised Auditors («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the board of directors.

Art. 11. The company is supervised by one or several external authorised auditors (réviseurs d'entreprises agréé), appointed by the Board of Directors which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

Ninth resolution

The general meeting acts and accepts the resignation of Mr Burnett as statutory auditor (commissaire) and decides to grant to him full discharge for its mandate until this date.

Tenth resolution

The general meeting resolves to appoint Mr Steve BURNETT, born in Jersey (Channel Islands), on September 28, 1960, residing at 9, Castle Street, St Helier, Jersey JE4 2QP, Channel Islands, as an additional director of the Company for a period ending after the 2015 annual general meeting of the shareholders.

Eleventh resolution

The general meeting resolves to modify the date of the holding of the annual general meeting and subsequently article 16 of the Company's bylaws which will be read as follows:

Art. 16. The annual General Meeting shall be held, at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Friday of the month of November at 12.00 o'clock. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day."

There being no further business, the meeting is closed.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated to about one thousand four hundred and fifty Euro (EUR 1,450).

Whereof the present deed is drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mil dix, le deuxième jour de juin.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme JTC (Luxembourg) S.A., avec siège social au 13, rue du Bois, in L-8121 Bridel, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B numéro 148 978, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 septembre 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C du 19 novembre 2009 numéro 2269 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Cliff Langford, avec adresse professionnelle à L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy,

qui désigne comme secrétaire Madame Sophie Mathot avec adresse professionnelle à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Roel Schrijen, avec adresse professionnelle à L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- prendre acte de la libération intégrale des 310 actions existantes de la Société par l'actionnaire unique par un apport en espèces de EUR 23.250.

2.- augmentation du capital social de la Société de son montant de EUR 31.000 au montant de EUR 125.000 par la création de 940 actions d'une valeur nominale de EUR 100 chacune.

3.- souscription des nouvelles actions par l'actionnaire unique et libération intégrale en espèces.

4.- modification de l'article 5 premier paragraphe des statuts de la Société qui aura la teneur suivante: «Le capital social de la Société est fixé à EUR 125.000 (cent vingt-cinq mille euros) représenté par 1.250 (mille deux cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.»

5.- élargissement des activités de la Société à celles régulées par les articles 29 et 29-5 de la loi sur le secteur financier du 5 avril 1993 telle que modifiée, l'article 25 de la loi sur le secteur financier et les articles 29-1 et 29-2 de la loi sur le secteur financier et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante: «L'objet de la Société est (i) la domiciliation, la création de sociétés, la gestion et les services administratifs en rapport avec les sociétés au sens des Articles 29 et 29-5 de la Loi sur le Secteur Financier, (ii) la tenue de registre au sens de l'Article 25 de la Loi sur le Secteur Financier et (iii) d'agir comme agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des Articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur Financier. La Société peut détenir des participations sous quelque forme que ce soit au Luxembourg, et dans des sociétés étrangères qui ont une activité similaire ou connexe à l'activité de la Société. La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de dettes ainsi que de tout autre instrument de dette. D'une manière générale, elle peut accorder, directement ou indirectement, une assistance aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre tout contrôle et / ou mesures de surveillance de surveillance et de mener à bien toute opération, qu'elle juge utile pour l'accomplissement et le développement de ses objectifs.»

6.- transfert du siège social de la Société du 13 rue du Bois, L- 8121 Bridel au L- 1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy et de modifier en conséquence la première phrase du premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la Société.

7.- refonte des statuts de la Société en particulier les articles 1, 2, 6,7, 8, 10 et 15 en vue de supprimer toute référence à l'administrateur unique.

8.- modification de l'article 11 des statuts de la Société afin que celle-ci soit contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises externes agréés et nommés par le conseil d'administration.

9.- acter et accepter la démission de Mr Burnett en qualité de commissaire de la Société.

10.- nomination de Mr Burnett en qualité de nouvel administrateur de la Société pour une période se terminant suite à l'assemblée générale annuelle de 2015.

11. modification de la date de tenue de l'assemblée générale annuelle et en conséquence de l'article 16 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le dernier vendredi du mois de novembre à 12.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

12. Divers.

II.- Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire unique représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Restera annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée „ne varietur“ par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'acter la libération intégrale des 310 actions existantes par l'actionnaire unique par un versement en espèces de EUR 23.250. Le montant de EUR 23.250 est à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

Deuxième et Troisième résolutions

L'assemblée générale décide à l'unanimité d'augmenter le capital souscrit de la société d'un montant de EUR 94.000 (quatre-vingt-quatorze mille Euro) afin de le porter de son montant de EUR 31.000 (trente et un mille Euro) au montant de EUR 125.000 (cent vingt-cinq mille Euro) par l'émission de 940 (neuf cent quarante) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent Euro) chacune intégralement libérées, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Libération

Toutes les nouvelles actions sont souscrites à l'instant par l'actionnaire unique JTC Group Limited, avec siège social au Elizabeth House, 9 Castle Street, St Helier, Jersey, Channel Islands, ici représentée par Monsieur Cliff Langford, précité, en vertu, d'une procuration sous seing privé comme indiqué ci-dessus, qui déclare souscrire les 940 actions nouvellement émises et les libérer par un apport en espèces de EUR 94.000 (quatre-vingt-quatorze mille Euro).

Toutes les actions sont libérées intégralement en espèces de sorte que le montant de EUR 94.000 est à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 premier paragraphe des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 125.000 (cent vingt-cinq mille euros) représenté par 1.250 (mille deux cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'élargir les activités de la Société à celles régulées par les articles 29 et 29-5 de la loi sur le secteur financier du 05/04/1993 telle que modifiée, l'article 25 de la loi sur le secteur financier et les articles 29-1 et 29-2 de la loi sur le secteur financier et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** L'objet de la Société est (i) la domiciliation, la création de sociétés, la gestion et les services administratifs en rapport avec les sociétés au sens des Articles 29 et 29-5 de la Loi sur le Secteur Financier, (ii) la tenue de registre au sens de l'Article 25 de la Loi sur le Secteur Financier et (iii) d'agir comme agent de communication à la clientèle et d'agent administratif du secteur financier au sens des Articles 29-1 et 29-2 de la Loi sur le Secteur Financier. La Société peut détenir des participations sous quelque forme que ce soit au Luxembourg, et dans des sociétés étrangères qui ont une activité similaire ou connexe à l'activité de la Société. La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de dettes ainsi que de tout autre instrument de dette. D'une manière générale, elle peut accorder, directement ou indirectement, une assistance aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe, prendre tout contrôle et / ou mesures de surveillance de surveillance et de mener à bien toute opération, qu'elle juge utile pour l'accomplissement et le développement de ses objectifs.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société du 13 rue du Bois, L-8121 Bridel au L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy et de modifier en conséquence la première phrase du premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la Société tel que mentionné ci-dessous.

Septième résolution

En conséquence de la cinquième résolution ci-dessus, l'assemblée décide de supprimer dans les statuts de la Société toute référence à l'administrateur unique et de modifier en conséquence les articles 1, 2, 6, 7, 8, 10 et 15 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «JTC (Luxembourg) S.A.» (la «Société»).

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires.

Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'associé unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

« **Art. 2. § 1.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit de la commune du siège social par décision du conseil d'administration.»

« **Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et sont rééligibles.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.»

« **Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915 telle que modifiée ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration.»

« **Art. 8.** Le conseil d'administration doit désigner parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent. Le premier président sera exceptionnellement nommé par l'assemblée générale extraordinaire de constitution.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du conseil d'administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du conseil d'administration est retransmise en direct et (iv) les membres du conseil d'administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du conseil d'administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Une résolution prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

(suppression du dernier paragraphe de l'article 8)

« **Art. 10.** La Société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, ou (ii) par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique selon le cas, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.»

« **Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois

être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.»

Huitième résolution

L'assemblée générale décide, en application de la 5^{ème} résolution ci-dessus, de modifier l'article 11 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

« **Art. 11.** La société est surveillée par un ou plusieurs réviseurs agréés externes nommés par le conseil d'administration qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur fonction qui ne pourra excéder six ans.»

Neuvième résolution

L'assemblée générale décide d'acter et accepter la démission de Mr Burnett en qualité de commissaire de la Société et lui accorde décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Dixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Steve BURNETT, né à Jersey (Channel Islands), le 28 septembre 1960, demeurant à 9, Castle Street, St Helier, Jersey JE4 2QP, Channel Islands en qualité de nouvel administrateur de la Société pour une période se terminant suite à l'assemblée générale annuelle de 2015.

Onzième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la date de tenue de l'assemblée générale annuelle et en conséquence l'article 16 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante: «L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le dernier vendredi du mois de novembre à 12.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille quatre cent cinquante euros (EUR 1.450,-).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cliff Langford, Sophie Mathot, Roel Schrijen, , Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 8 juin 2010. LAC / 2010/ 25273. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 juin 2010.

Référence de publication: 2010073542/393.

(100086075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2010.